



## **CHRONIQUE PRISON – JUSTICE**

**1<sup>er</sup> octobre** – Terrorisme : le procès MERAH sans MERAH. Abdelkader MERAH, le frère de Mohamed MERAH doit être jugé à partir du 2 octobre pour complicité d'assassinat. Planera sur le prétoire l'ombre du djihadiste de TOULOUSE tué par le RAID en mars 2012. Pour l'accusation Abdelkader a été l'acteur clé de la radicalisation de son frère. La haine des juifs non dissimulée de l'accusé ajoute aux soupçons à son égard.

**3 octobre** – MARSEILLE : l'attaque meurtrière revendiquée par l'Etat islamique. Un homme a tué deux personnes à MARSEILLE avant d'être abattu par un militaire. L'homme a été régulièrement interpellé pour des faits de droit commun sous au moins 8 identités différentes.

Quatre piétons fauchés et un policier poignardé à EDMONTON au Canada. Un drapeau de l'Etat islamique a été retrouvé dans la voiture du suspect.

**4 octobre** – LAS VEGAS : le déni américain face aux tueries de masse. La fusillade a fait aux moins 59 morts et près de 530 blessés.

Interpellations après la découverte de bonbonnes de gaz à PARIS. Un dispositif de mise à feu a été découvert samedi dans le 16<sup>ième</sup> arrondissement.

Hommages et questions après l'attaque de MARSEILLE. Le Ministère de l'Intérieur a lancé une enquête sur une éventuelle défaillance au sein de la préfecture du Rhône. Le tueur devait être placé en garde à vue vendredi à LYON pour le vol d'une veste.

**5 octobre** – Christine RIVIERE, islamiste au nom du fils. Elle est jugée pour « association de malfaiteurs terroriste ». Convertie à l'Islam depuis 2011 elle s'est rendue 3 fois en SYRIE pour y rejoindre son fils.

Les détenus en libération conditionnelle privés de logement d'urgence. En Île de France la modification des règles d'attribution de places dans les centres d'hébergement d'urgence augmente les sorties sèches.

Procès MERAH : Abdelkader du whisky à l'Islam radical. Les échanges ont été très tendus au 2<sup>ième</sup> jour de l'audience.

Tyler VILUS, l'ombre des attentats du 13<sup>ième</sup> arrondissement. Le fils de Christine RIVIERE a été arrêté 4 mois avant les attentats. Il était un des pionniers du djihad franco-belge.

**6 octobre** – Mort de YACINE : la famille ne croit pas à une overdose. Les proches du jeune homme retrouvé mort au sous-sol de son immeuble réclament une nouvelle autopsie.

**7 octobre** – Le parcours à tiroirs du tueur de MARSEILLE. L'homme de 29 ans a vécu en TUNISIE, en France, en Italie. Le 1<sup>ier</sup> octobre il a assassiné deux étudiantes. Le profil de son frère ANOUAR intéresse les enquêteurs : il était connu des services antiterroristes tunisiens.

Bonbonnes de gaz dans le 16<sup>ième</sup> arrondissement de PARIS, d'ex-sympathisants de FORSANE ALIZZA parmi les gardés à vue. Le groupuscule adepte d'un islam ultra-rigoriste avait été dissous en 2012.

Christine RIVIERE : « Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait pour mon fils » En procès, la mère d'un djihadiste a nié avoir joué le rôle de recruteuse.

Alerte sur le trafic de drogue au CHU de NANTES. Les soignants dénoncent la vente de stupéfiants à des patients accueillis en psychiatrie. Le trafic se fait au grand jour avec parfois d'anciens patients dans le rôle de trafiquants

« *Reportage sur M6* »

Zone interdite Unités pour malades difficiles (UMD) qui sont ces fous qu'on enferme ? Evitant à la fois l'angélisme et le sensationnalisme, ce film nous fait éprouver un étrange mélange de sentiments.

**8 octobre** – Justice : les cinq chantiers de Nicole BELLOUBET. Le ministre va porter une série de réforme, présentées vendredi 6 octobre. L'objectif du gouvernement est de faire voter trois lois d'ici à l'été 2018. La révision de la carte judiciaire constitue un des sujets les plus sensibles. La loi de programmation quinquennale devrait permettre d'augmenter de 19% le budget de la justice.

Autre projet, « l'organisation territoriale de la justice ». Deux anciens Présidents de la Commission des lois Philippe HOUILLON (LR) et Dominique RAIMBOURG (PS) seront les chefs de file de ce chantier.

Bruno COTTE, ancien Président de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, redirige le chantier sur « le sens et l'efficacité des peines ». La ministre souhaite des peines adaptées, certaines et promptement exécutées. Le procureur général honoraire Jacques BAUME va travailler sur « l'amélioration et la simplification » de la procédure pénale.

Bonbonnes de gaz à PARIS : trois personnes mises en examen.

Attentats de MARSEILLE : les 5 gardés à vue remis en liberté.

Une mère convertie au djihadisme condamnée à 10 ans de prison assortis d'une période de sûreté des 2/3.

L'indispensable et impossible procès MERAH. L'absence de l'auteur des assassinats pèse sur le procès d'Abdelkader MERAH et Fettah MALKI.

A « La Grande Borne » les choses sont encore à vif. Un an après l'attaque contre les policiers, les relations entre les forces de l'ordre et la population sont tendues. « A partir du moment où la République a des trous, une autre s'installe » Philippe RIO Maire PCF de GRIGNY.

**10 octobre** – Les maires en quête d'une police « proche du terrain ». Plusieurs villes se sont portées candidates pour expérimenter la police de sécurité quotidienne. Exemple BEZONS, dans le Val d'Oise, où le trafic de cannabis se déroule sous les fenêtres du poste de police. Lancement de la police de sécurité quotidienne (PSQ) début 2018. Le

gouvernement a promis de recruter 10.000 fonctionnaires durant le quinquennat.

Un réseau de blanchiment d'argent de la drogue démantelé à MARSEILLE. 120 points de vente à MARSEILLE, 50.000 euros par jour c'est ce que peut rapporter le trafic. 1,4 Millions d'euros saisis en juin 2013 chez quelques « nourrices ». 6 personnes sont suspectées d'avoir participé à un « système de change » parallèle entre la France et l'Algérie. Le dinar algérien n'étant ni convertible ni exportable, le réseau financier fonctionnait comme une chambre de compensation.

**11 octobre** – Le consentement de mineur à une relation sexuelle en débat. Les appels à légiférer se multiplient, alors qu'un homme est poursuivi pour atteinte sexuelle et non pour viol. 4 propositions de loi réclament la création d'une présomption de non consentement entre un majeur et un mineur âgé de moins de 13 ou de 15 ans.

Un ancien indicateur condamné pour trafic d'armes à 7 ans de prison. Claude HERMANT, figure de l'extrême droite identitaire lilloise était responsable d'un trafic de 500 armes dont certaines ont équipé Amedy COULIBALY auteur de l'attentat de l'hyper Cacher.

Députés et sénateurs trouvent un accord sur la loi antiterroriste

« L'enterrement » redouté de la politique de la ville. Maires et associations s'inquiètent alors que le gouvernement célèbre les 40 ans d'actions en faveur des quartiers. Deux mesures sont annoncées : sanctuarisation du budget pour 2018 (ainsi que pour l'ensemble du quinquennat) dédoublement des classes de CP dans les zones d'éducation prioritaire renforcées.

Un projet d'attentat fomenté en prison déjoué. Deux détenus en fin de peine ont été mis en examen vendredi 6 octobre. Ils étaient incarcérés à FRESNES pour des faits de vols et de violences. Des fouilles ont permis d'exploiter leurs téléphones portables. Le renseignement pénitentiaire se met en place mais tous les recrutements n'ont pas été effectués.

**12 octobre** – Après l'attaque au couteau à MARSEILLE, Gérard COLLOMB limoge le préfet du Rhône. Sur le fond, l'inspection générale de l'Administration ne dénonce pas de défaillances humaines. L'enquête pointe les limites du système d'éloignement des sans-papiers.

Face à l'horreur, la honte d'Abdelkader MERAH. Confronté à un témoin direct, le frère du tueur a pour la première fois exprimé des regrets.

Sanction disciplinaire pour l'ex-patron des « stupés ». François THIERRY mis en examen le 24 août pour complicité de trafic de stupéfiants a perdu son habilitation d'officier de police judiciaire. Annonce de la procureure générale de PARIS.

**13 octobre** – Voiture de police brûlée : jusqu'à 7 ans de prison. L'avocat d'Antonin BERNANOS dénonce la coloration « politique » du jugement prononcé mercredi. Certaines peines sont sujettes à polémique du fait de l'absence de preuve contre les prévenus.

**14 octobre** – AIRBUS : les coulisses d'une affaire d'Etat. Des procédures judiciaires liées à des soupçons de corruption, ouvertes dans plusieurs pays sèment le trouble chez l'avionneur européen. Il est reproché à Tom ENDERS, président allemand d'AIRBUS, de s'être entouré d'avocats et de consultants américains ayant accès aux dossiers confidentiels.

Pédophilie : les demandes des victimes à l'Elysée. L'association « la parole libérée » souhaite la mise en place d'une indemnisation pour les préjudices subis.

« Chasse aux DRH » (directeurs des ressources humaines) : trois voitures brûlées et des gardes à vue. Un Congrès de DRH a suscité une virulente opposition dans le cadre de la réforme du code du travail.

**15 octobre** – Affaire des écoutes : le parquet assimile SARKOZY et son avocat Thierry HERZOG à des délinquants chevronnés. Le Parquet national financier réclame le renvoi de l'ancien Président, de son avocat et de Gilbert AZIBERT en correctionnelle.

Nicole BELLOUBET, Garde des Sceaux, promet d'avancer sur l'indépendance des procureurs. Elle a voulu rassurer vendredi les magistrats sceptiques sur ses capacités réformatrices. Le dialogue s'annonce difficile.

Le TATP, un explosif artisanal prisé des djihadistes et du banditisme. 6 personnes, dont 4 Russes, ont été envoyées devant la justice à MARSEILLE.

Affaire classée pour Richard FERRAND dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne.

**17 octobre** – Sans-papiers : le Président favorable à la double peine. « Je souhaite que tout étranger en situation irrégulière qui commette un acte délictueux soit expulsé ». Tous les étrangers condamnés ne sont pas expulsables comme l'a rappelé la Cour Européenne des Droits de l'homme (7 condamnation de la France en 2015).

Vers une loi contre les violences sexistes et sexuelles. Martine SCHIAPPA lance une consultation citoyenne avant de présenter un texte au premier semestre 2018. Elle veut s'attaquer aux actes commis sur des mineurs et au harcèlement de rue.

**18 octobre** – Emmanuel MACRON rouvre le chantier d'une nouvelle politique contre la pauvreté. La situation des sans-abri s'aggrave. La fédération des acteurs de la solidarité a mesuré le taux de réponses du 115 dans 40 départements. 69% des familles avec enfants n'ont pas pu être logés. Le plan de lutte contre la misère devrait se concrétiser au printemps 2018.

« Le harcèlement sexuel concerne tous les milieux » d'après l'association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT). « Le nombre de plaintes est stable. Les condamnations restent très rares, moins d'une centaine chaque année ». Délit passible de deux ans de prison et 30.000 euros d'amende, 5% des cas sont portés devant la justice.

Au procès MERAH, l'épineuse question du renseignement. L'ancien patron du renseignement toulousain avait alerté le directeur actuel à plusieurs reprises en vain.

**19 octobre** – Logan, militant d'extrême droite tenté par le terrorisme. Un homme de 21 ans a été arrêté en juin dans le Sud. Il est suspecté d'avoir projeté des attentats. Il voulait tuer des « rebelles, blacks, dealers et migrants ».

Chaque nuit à PARIS, 500 enfants sans domicile fixe. Eric PLIEZ, Président du SAMU SOCIAL de PARIS 12.000 enfants vivent reclus avec leurs parents dans une chambre d'hôtel.

**20 octobre** – Un surveillant accusé de viol mis en examen pour « violence aggravées » et placé sous contrôle judiciaire. Au Centre pénitentiaire de MEAUX-CHAUCONIN il aurait violé un détenu avec une matraque.

Les 570 bidonvilles que la France ne veut pas voir. 16.000 personnes y vivent (36% de mineurs) venant pour l'essentiel des pays de l'Est. En moyenne, avant d'escompter un toit, on vit près de 7 ans dans un bidonville.

A la barre : plongée chez les MERAH. On découvre un clan ravagé par la violence et la haine (des juifs, des Français, des Américains).

MACRON esquisse ses ambitions pour la police. Une concertation va être lancée sur la création d'une force de sécurité du quotidien.

Décès d'Anne GUERIN journaliste et militante. Fille de Daniel GUERIN historien libertaire, elle était membre de l'Observatoire International des Prisons (OIP). Publications en 2013 de « Prisonniers en révolte ». Quotidien carcéral, mutineries et politique pénitentiaire en France (1970-1980) AGONE.

**21 octobre** – Alerte inédite des salariés et directeurs des maisons de retraite. Les EPHAD accueillent 780.000 personnes.

Le producteur Gilbert ROZON accusé d'abus sexuel. Le fondateur du festival « Juste pour rire » a démissionné de ses fonctions après les plaintes de plusieurs femmes.

**22 octobre** – Harcèlement sexuel : La parole libérée. En France comme aux Etats-Unis de très nombreuses femmes sortent du silence, certaines dénonçant des personnalités publiques. Aucun secteur n'est épargné. Un phénomène qui était sous-jacent, banalisé, souvent intériorisé par les victimes est dénoncé au grand jour. Dernières personnes visées : Pierre JOXE, Tariq RAMADAN, Gilbert CUZOU conseiller régional d'île de France.

Les animaux vers la retraite ? De nombreuses communes françaises refusent désormais pour des raisons « morales » les cirques présentant des animaux. Le gouvernement va créer une commission interministérielle. « Les animaux de cirque passent la majorité du temps dans un camion fermé » Franck SCHRAFSTETTER président de l'ONG Code animal.

Génération identitaire poursuivie pour l'occupation d'une mosquée. 5 militants étaient jugés pour provocation à la haine raciale.

Au procès MERAH, l'Islam « orthodoxe » d'Abdelkader. L'accusé a minimisé son

influence sur son « petit frère » Mohamed. La distorsion entre son attitude à l'audience et ses déclarations en garde à vue n'échappe pas aux parties civiles. « En voilà une belle leçon de « Taqiya » d'après une avocate (art de dissimuler des convictions religieuses que le Coran autorise aux musulmans en cas de contrainte ou de danger.

**24 octobre** – Projets d'attentats : huit suspects liés à la mouvance de l'ultra-droite mis en examen. L'organisation créée par Logan N et baptisée OAS envisageait une action violente visant des hommes politiques et le recours au racket de chefs d'entreprise pour acheter des armes.

**25 octobre** – L'Allemagne veut juger un ancien SS impliqué dans le massacre d'Ascq. Les nazis avaient tué 86 civils en avril 1944 après l'attaque d'un de leurs convois.

En Belgique, l'affaire des « tueurs du BRABANT » rebondit et s'oriente vers l'extrême droite. Un ex-gendarme, mort en 2015, serait le chef de la bande qui a tué 28 personnes dans les années 80.

Enquête pour le bizutage à la fac de médecine de CAEN. D'anciens étudiants témoignent d'un rituel d'initiation franchissant régulièrement la barrière de la légalité.

Fettah MALKI, l'autre accusé du procès MERAH. Celui qui se définit comme un « délinquant » est jugé pour avoir fourni un pistolet mitrailleur et un gilet pare-balles à Mohamed MERAH.

**26 octobre** – Accusation de viol : ouverture d'une enquête visant Tariq RAMADAN. Il a déposé plainte pour « dénonciation calomnieuse » contre Madame AYARI.

Des abus plausibles contre des migrants à CALAIS selon un rapport commandé à trois inspections générales (IGA, IGPN et IGGN).

Effroi après le meurtre d'une jeune fille au pair. Un couple de Français installé à LONDRES sera jugé en 2018 après la découverte dans son jardin du corps calciné de la « French nanny ».

Affaire MAËLYS : violent accrochage entre la justice et la gendarmerie. « Je suis excédé de voir dans la presse tous les détails de l'enquête. Y compris ceux que le parquet ne connaît pas » Procureur de la République.

Procès MERAH : Abdelkader et le vade me cum du parfait djihadiste retrouvé dans l'IPOD de l'accusé.

**27 octobre** – Au procès MERAH, le jour des victimes. Des proches des 7 personnes assassinées en 2012 ont appelé les magistrats à la fermeté. Les familles de deux victimes musulmanes ont rigoureusement pris la défense de leur religion, qu'elles estiment détournée par le clan MERAH.

Guet-apens contre la police à SEVRAN dans la nuit du 14 au 15 juillet, un policier avait été roué de coups. 9 suspects en garde à vue.

Le Président de l'Assemblée Nationale s'engage à lever l'immunité d'un député

poursuivi pour harcèlement sexuel.

**28 octobre** – Harcèlement sexuel : les dénis du monde hospitalier. Martin HIRSCH le patron de H.P.H.P dénonce le problème du harcèlement sexuel à l'hôpital et ce à tous les niveaux hiérarchiques.

« Biens mal acquis » : trois ans de prison avec sursis pour Téodorin OBIANG vice-président de Guinée Equatoriale.

A ROISSY, premières audiences au pied des pistes pour des sans-papiers. Pour sa première journée, l'annexe du tribunal de BOBIGNY a jugé 13 personnes, 4 ont été libérées.

« Suggar daddies » : la justice est saisie. Un panneau publicitaire devant des universités parisiennes incitait les étudiants et les étudiantes à entretenir des relations avec des personnes plus âgées et plus fortunées.

**29 octobre** – Deuxième plainte pour viol contre RAMADAN. Les faits se seraient déroulés en 2009 dans un hôtel : la plaignante décrit des scènes d'une grande violence.

Biens mal acquis : OBIANG condamné. Jugé à PARIS le fils du Président de la Guinée Equatoriale a été reconnu coupable de blanchiment et détournement de fonds publics. La confiscation de ses biens immobiliers et mobiliers a été ordonnée.

Affaire Gregory : le contrôle judiciaire des époux JACOB a été maintenu par la Chambre de l'instruction de DIJON.

**31 octobre** – Affaire RAMADAN : le silence des musulmans. Associatifs et religieux n'ont pas réagi après le dépôt de deux plaintes pour viol contre l'islamologue. Le malaise tient à ce que beaucoup de ces acteurs connaissent ou ont été en relation avec Tariq RAMADAN.

Les « charbonneurs » face à la justice à MARSEILLE. 28 personnes sont jugées pour trafic de drogue dans la cité des lauriers sur fond de règlement de comptes entre bandes rivales.

Une joggeuse de 29 ans recherchée en Haute-Saône. C'est le mari qui a alerté la gendarmerie.